CONSEIL MUNICIPAL DU

20 juin 2022

COMPTE RENDU

Étaient présents :

Mmes, MM. LUCAND Christophe - PLAZA Alexandre - GALLOIS Sophie - HUMBERT Philippe - AMINI Malika - ROY Michel - PÉTRIGNET Blandine - PAMPULIM William - MICHAUD Sandra - BOUCHUT Patrick - GUERRIER Séverine - RIGAUX Hugo - MERRA Jacques - PRIN Kelly - PIZZOLO Philippe - FANJOUX Guy

Absents excusés :

ALIN Jérôme - ARGILLI Audrey - SCHOENEWALD Sandrine (pouvoir à Philippe HUMBERT) - GUERBEUR Olivier (pouvoir à Christophe LUCAND) - CADOUX Michel (pouvoir à Jacques MERRA) - DUBUSSE Julien (pouvoir à Alexandre PLAZA) - BAJEUX Louise.

Monsieur Patrick BOUCHUT a été désigné secrétaire de séance.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU 11 AVRIL 2022

Le compte rendu est adopté à l'unanimité.

D220601 CRÉATION DE L'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMMOINE (AVAP)

Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le projet finalisé de création de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de la commune de Gevrey-Chambertin.

Vu le code du patrimoine et notamment les articles L.642-1 et suivants ainsi que les articles réglementaires correspondants dans leur rédaction antérieure à la loi du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de création, à l'architecture et au patrimoine,

Vu la délibération D-131201 en date du 20 décembre 2013 prescrivant la mise à l'étude d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, portant création de la commission locale de l'AVAP et les modalités de concertation ;

Vu l'avis favorable de la commission locale de l'AVAP en date du 12 juillet 2021 ;

Vu la délibération D-1711-01 du conseil municipal en date du 13 novembre 2017 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet d'AVAP ;

Vu l'avis favorable de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture en date du 12 décembre 2017 ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 septembre 2019 au 21 octobre 2019 et portant sur le projet d'AVAP ;

Vu les conclusions du Commissaire enquêteur en date du 21 novembre 2019 ;

Vu l'accord du Préfet en date du 29 avril 2022 ;
Après avoir entendu l'exposé du maire,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

APPROUVE le projet d'AVAP tel qu'il est annexé à la présente ;
Le dossier est composé :

- Du rapport de présentation des objectifs de l'aire, auquel est annexé le diagnostic
- Du règlement
- Du document graphique

DIT que, conformément aux articles D 642-1 et D 642-10 du code du patrimoine dans leur rédaction antérieure à la loi du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de création, à l'architecture et au patrimoine, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, ainsi qu'une publication au registre des actes administratifs ;

INFORME que le dossier d'AVAP est tenu à la disposition du public en mairie, aux jours et horaires d'ouverture habituels ;

PRÉCISE que la présente délibération sera exécutoire à compter de la date à laquelle aura été effectuée la dernière des formalités ci-après :

- La réception en sous-préfecture de la délibération d'approbation accompagnée du dossier d'AVAP ;
- L'accomplissement des mesures de publicité : affichage en mairie et mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

D220602 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES

Sur les propositions de Monsieur le Maire,
Le Conseil municipal,
Vu les crédits nécessaires inscrits au budget primitif 2022 (comptes 6574),
Et après en avoir délibéré,

Attribue à la majorité des voix, abstention de Monsieur MERRA (M. RIGAUX ne prend pas part aux votes, et pouvoirs de Mme SCHOENEWALD et de M CADOUX non pris en considération, en raison de leur appartenance à une des associations sportives concernées) les subventions 2022 aux associations sportives comme suit :

ASSOCIATIONS SPORTS	Subventions 2022
Avenir sportif ASGC	5 000 €
Amicale pétanque	500 €
Association gymnique de la Côte gibriaçoise	1000 €
Badminton Gevrey-Chambertin	800 €
Chambertin Olympique	5 000 €
EBFG Basket Gevrey-Fénay	500 €
École de bowling classic Gevrey-Chambertin	Report du dossier
Les Gibris country	500 €
Tir sportif de Gevrey-Chambertin	1 500 €
VTT Gevrey-Chambertin	500 €

Après vérification de la bonne complétude de leur dossier, les associations sportives recevront un courrier officialisant l'attribution de leur subvention.

D220603 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES

Sur les propositions de Monsieur le Maire,
Le Conseil municipal,
Vu les crédits nécessaires inscrits au budget primitif 2022 (comptes 6574),
Et après en avoir délibéré,

Attribue à la majorité des voix, abstention de Monsieur MERRA, les subventions 2022 aux associations culturelles comme suit :

ASSOCIATIONS CULTURELLES	Subventions 2022
Echo du Chambertin	500 €
Albasso	500 €
Gevrey Loisirs	700 €
Harmonie municipale	4 600 €
Les Amis de Musique au Chambertin	4 000 €
Pastel en Bourgogne	500 €

Après vérification de la bonne complétude de leur dossier, les associations culturelles recevront un courrier officialisant l'attribution de leur subvention.

D220604 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DIVERSES

Sur les propositions de Monsieur le Maire,
Le Conseil municipal,
Vu les crédits nécessaires inscrits au budget primitif 2022 (comptes 6574),
Et après en avoir délibéré,

Attribue à l'unanimité les subventions 2022 aux associations diverses comme suit :

ASSOCIATIONS DIVERSES	Subventions 2022
Climats de Bourgogne	4 000 €
Amicale des donneurs de sang	300 €
Amicale Jeunes Sapeurs-Pompiers	2 000 €
Amicale Sapeurs-Pompiers	2 000 €
FNACA	300 €
France Alzheimer	300 €
L'Éden des passionnés	300 €
Les Ptits Mounis	500 €
Ligue contre le cancer	300 €
Des Ailes pour Gabriel	300 €
Pompy	300 €
Retinostop	300 €
Sécurité Routière (Ville Prudente)	300 €

Après vérification de la bonne complétude de leur dossier, les associations recevront un courrier officialisant l'attribution de leur subvention.

D220605 PROPOSITION DE SOUSCRIPTION D'UN EMPRUNT

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que pour équilibrer le budget d'investissement, des crédits en recette d'investissement ont été prévus par la voie de l'emprunt. Les taux d'intérêts étant à la tendance haussière, Monsieur le Maire signale l'opportunité de souscrire un emprunt.

Il communique ensuite les différentes propositions reçues par des organismes financiers à la suite d'une consultation lancée dernièrement.

Après analyse des offres, la proposition faite par l'agence bancaire du Crédit Mutuel apparaît la plus favorable.

Les caractéristiques sont les suivantes :

Montant du contrat de prêt : 1 500 000 €

Taux fixe à 1.20 %

Durée : 19 ans

Remboursement annuel

Commission – frais : 1 000 € forfait prélevé au 1^{er} déblocage (norme 0,10% du montant emprunté)

Remboursement : échéances constantes en capital et intérêts

Annuités : 88 759.78 €

Coût total : 186 435.91 €

Disponibilité des fonds : dès réception de la totalité du dossier de prêt régularisé, déblocage en totalité ou par fractions et au plus tard le 30 novembre 2022

Remboursement anticipé : possible sans préavis et à tout moment avec paiement d'une indemnité de 5% du capital remboursé par anticipation.

Indice GISSLER : 1 A

Le Conseil municipal,

Considérant la nécessité de disposer de financement à long terme pour réaliser les dépenses d'équipement du budget général,

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De retenir l'offre de l'agence bancaire du Crédit Mutuel précitée,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat de prêt réglant les conditions du prêt, et la ou les demande(s) de réalisation des fonds,
- D'habiliter Monsieur le Maire à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat, et de lui donner tout pouvoir à cet effet.

D220606 DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DU MAIRE : PROPOSITION DE MODIFICATIONS

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de la délibération n°D-2007-11 prise le 10 juillet 2020, et déposée en préfecture le 21 juillet 2022 (ID : 021-212102958-20200710-D2007711-DE) le Conseil municipal lui avait donné délégation pour :

Alinéa 15 : exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211- 2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans la limite de 500 000 € fixée par le Conseil municipal.

Alinéa 20 : réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum fixé à 300 000 € par an.

Monsieur le Maire expose qu'un important projet immobilier pourrait intéresser la commune dans les semaines à venir, il propose de modifier la délibération et de passer le montant maximum à **1 000 000 €**.

Par ailleurs, afin de pouvoir faire face à d'éventuels besoins de trésorerie, Monsieur le Maire propose également de modifier la délibération et de passer le montant maximum à **800 000 € par an**.

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- De modifier les deux alinéas de la délibération n°D-2007-11 prise le 10 juillet 2020 comme il suit :

Alinéa 15 : exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211- 2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans la limite de **1 000 000 €** fixée par le Conseil municipal.

Alinéa 20 : réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum fixé à **800 000 € par an**.

- De dire que les autres termes de la délibération précitée restent inchangés.

D220607 RÉFORME DES RÈGLES DE PUBLICATION DES ACTES PRIS PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Monsieur le Maire rappelle que l'ordonnance et le décret du 7 octobre 2021 ont modifié les règles de publication des actes des collectivités territoriales.

Pour les communes de moins de 3 500 habitants, les modalités de cette publicité devront être choisies et fixées par délibération de l'assemblée délibérante : affichage, publication sur papier ou sous forme électronique.

Il précise qu'à défaut de délibération avant le 1^{er} juillet, les actes seront obligatoirement publiés sous forme électronique.

A cet effet, les assemblées locales concernées sont invitées à se prononcer par délibération sur le choix retenu avant le 1er juillet.

Le Maire expose que le Conseil municipal a la possibilité d'adopter la modalité de publicité suivante :

Soit : Publicité des actes de la commune par affichage.

OU : Publicité des actes de la commune par publication papier, et dans ce cas, ces actes sont tenus à la disposition du public en mairie de manière permanente et gratuite.

OU : Publicité des actes de la commune par publication sous forme électronique, sur le site internet de la commune.

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité d'adopter la publicité des actes de la commune par publication sous forme électronique, sur le site internet de la commune.

D220608 PERSONNEL COMMUNAL : PROPOSITION DE CRÉATION D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF

Monsieur le Maire propose la création d'un poste au grade d'adjoint administratif territorial à temps complet à compter du 1^{er} juillet 2022.

Il est rappelé à l'assemblée

Que conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint administratif au sein du secrétariat

Il est proposé à l'assemblée

La création d'un emploi d'**adjoint administratif territorial** à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires (soit 35/35^e).

L'agent recruté aura notamment pour fonctions :

- Tâches administratives liées à l'état civil, les élections, gestion des cimetières et des salles communales.
- Accueil téléphonique et physique.
- Enregistrement du courrier (départ et arrivé).

Cet emploi sera équivalent à la catégorie C, et ouvert aux grades suivants :

- Adjoint administratif,
- Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
- Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe

Cet emploi sera créé à compter du 1^{er} juillet 2022.

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- D'adopter la proposition de Monsieur le Maire et de créer un emploi permanent à temps complet d'adjoint administratif territorial à raison de 35 heures hebdomadaires (35/35^e),
- De laisser à Monsieur le Maire le soin d'engager une procédure de recrutement, d'en définir les modalités et d'arrêter le profil de poste ;
- De modifier en conséquence le tableau des emplois ;
- D'inscrire au budget les crédits correspondants.

D220609 PERSONNEL COMMUNAL : PROPOSITION DE CRÉATION D'EMPLOI NON PERMANENT D'ADJOINT TECHNIQUE CONTRACTUEL A TEMPS COMPLET POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIÉ A UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les communes peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents sur la base de l'article 3 I, 2°, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité.

Ces emplois non permanents ne peuvent excéder 6 mois pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Monsieur le Maire précise que les services techniques vont connaître une forte mobilisation pour la période estivale et durant une période de 4 mois. (Tonte, élagage, peinture routière, festivités et animations etc.). De plus, un agent des services techniques est en arrêt maladie depuis plusieurs mois, et son absence pèse sur l'organisation des services techniques.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée

La création d'un emploi non permanent d'adjoint technique au sein des services techniques municipaux, à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires (soit 35/35^e).

Cet emploi serait créé pour la période du 1er juillet 2022 au 31 octobre 2022.

L'agent recruté aura notamment pour fonctions :

- entretien voirie, nettoyage des trottoirs, ramassage des poubelles de rues,
- arrosage, élagage, plantation, tonte, débroussaillage, ramassage des végétaux
- entretien du matériel portatif
- petites réparations sur mobilier urbain etc..

Cet emploi est équivalent à la catégorie C et serait au grade d'adjoint technique.

Cet emploi non permanent sera pourvu par un agent contractuel dans les conditions fixées à l'article 3 I, 2°, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Il devra justifier d'un niveau d'étude et/ou expérience professionnelle en rapport avec les missions exercées.

L'agent contractuel percevra une rémunération sur la base du premier échelon du grade des adjoints techniques territoriaux.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 I, 2°

Vu le tableau des emplois

Décide à l'unanimité

- d'adopter la proposition de Monsieur le Maire de créer un emploi non permanent à temps complet d'adjoint technique à raison de 35 heures hebdomadaires (35/35^e) du 1^{er} juillet au 31 octobre 2022.
- de modifier en conséquence le tableau des emplois ;
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

D220610 OPÉRATION COUP DE POUCE RÉCUPÉRATEUR D'EAU DE PLUIE

Madame AMINI, rappelle au Conseil municipal que la commune s'est engagée dans une démarche de valorisation des pratiques éco-responsables favorisant la protection de l'environnement, la sensibilisation et l'éducation à l'écologie, à la nature et à la biodiversité dans le cadre du plan climat air énergie intercommunal.

Afin d'inciter les pratiques alternatives à l'utilisation de l'eau potable pour arroser les plantations, les jardins, nettoyer les voitures, laver les sols intérieurs et extérieurs, Madame AMINI propose de mettre en place un dispositif d'aide pour l'achat de cuve récupératrice d'eau de pluie.

L'eau de pluie peut être récupérée pour un usage domestique, hors consommation alimentaire.

Ce dispositif serait réservé aux habitants de Gevrey-Chambertin et se traduirait dans le cadre de l'exécution budgétaire par le versement d'une subvention fixée à 50 € par foyer fiscal.

L'engagement de la commune s'effectuerait dans la limite de l'enveloppe budgétaire votée par cette opération et dans la limite d'une seule demande par foyer fiscal, afin que le plus grand nombre de Gibriaçois soit bénéficiaire.

Puis, Madame AMINI présente le projet de règlement d'intervention de cette opération appelée « Coup de pouce récupérateur d'eau de pluie ».

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu les explications de Madame AMINI, et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- D'approuver la mise en place de ce dispositif « Coup de pouce récupérateur d'eau de pluie »,
- D'adopter le règlement d'intervention joint en annexe de la présente délibération,
- De laisser le soin à Monsieur le Maire de déterminer le montant de l'enveloppe dans la limite des crédits disponibles inscrits au budget primitif.

D220611 BUDGET GÉNÉRAL : DÉCISION MODIFICATIVE N°1

Après avoir entendu les explications de Monsieur PLAZA, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité d'adopter la décision modificative n°1 suivante :

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
202 (041) : Frais liés doc. urbanisme & num	28 682,27	2031 (041) : Frais d'études	122 234,82
2138 (041) : Autres constructions	93 552,55	238 (041) : Avances versées sur comm.immo	41 690,00
238 (041) : Avances versées sur comm.immo	41 690,00		
	163 924,82		163 924,82
Total Dépenses	163 924,82	Total Recettes	163 924,82

D220612 VILLE DE LONGVIC : PROPOSITION DE DON D'UNE POMPE A BRAS

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la Ville de Longvic conserve depuis de nombreuses années une pompe à bras ayant servie en son temps aux sapeurs-pompiers de cette commune, et acquise par la collectivité au début du siècle dernier.

Ayant appris par sa 1^{ère} Adjointe et Conseillère départementale du canton de Longvic, Céline Tonot, que le centre de secours de Gevrey-Chambertin allait faire l'objet d'une nouvelle construction, Monsieur le Maire de Longvic propose à cette occasion de faire don de ce matériel à la commune de Gevrey-Chambertin au nom de tous les Longviciens, étant précisé qu'il ne doute pas que la commune saura participer à la mise en valeur de ce matériel qui témoigne de la glorieuse histoire des sapeurs-pompiers du canton.

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité d'accepter ce don de matériel, et charge Monsieur le Maire d'adresser ses remerciements à Monsieur le Maire de Longvic.

COMPTE RENDU DE DÉLÉGATION AU TITRE DE L'ARTICLE L2122-22

Le conseil municipal est informé des décisions prises par le Maire au titre des délégations qui lui ont été données conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Signature pour l'ouverture au 19 mai 2022 d'une ligne de trésorerie interactive avec la Caisse d'Epargne pour un montant de droit de tirage de 300 000 €.

Etat des déclarations d'aliéner non suivies de l'exercice du droit de préemption :

Parcelles	Adresse	Date de la demande
CB 105 CB 106 et CB 107	Rue de la Justice / 5 Rue des Vignes Romaines	12/04/2022
BR 66 BR 67	Rue de la Croix des Champs	26/04/2022
CC 184	12 Route de Saulon	02/05/2022
CD 192	Prandain	05/05/2022
CE 108	26 Rue des Noirets	09/05/2022
AH 74	Rue Richebourg	11/05/2022
AH 19	Rue Richebourg	11/05/2022
CB 105 CB 106 et CB 107	Rue de la Justice / 5 Rue des Vignes Romaines	24/05/2022
CB 33 34 35 et 36	Rue des Terres d'Or	30/05/2022
CB 78 79 80 81 237	Rue de la Justice / 3 Rue des Vignes Romaines	01/06/2022

QUESTIONS DIVERSES

Marché nocturne de vendredi 24 juin : Monsieur PIZZOLO s'interroge sur les conditions de maintien de cette manifestation en cas d'annonce de vigilance orange par Météo France. Monsieur le Maire rappelle que ce sera en fonction de l'alerte météo diffusée par les services préfectoraux (envoi d'un SMS aux communes concernées)

Monsieur FANJOUX signale que dans le cadre de la mise en place des marchés nocturnes, le problème d'alimentation des stands en électricité se pose, et souhaite savoir si des solutions pourraient être trouvées. Par ailleurs, il fait part des remontées au niveau de l'office de tourisme concernant des demandes des visiteurs pour améliorer l'offre de sanitaires au centre bourg.

Monsieur PLAZA répond qu'au niveau de l'alimentation électrique qu'une seconde borne foraine va prochainement être implantée place des Marronniers, et qu'une réflexion doit effectivement être menée pour l'implantation de bornes électriques, et la mise en place de blocs sanitaires au centre bourg.

La problématique du lieu s'avère toutefois compliquée à résoudre, tant pour les bornes que pour les blocs sanitaires. C'est un axe de travail à mener dans les deux prochaines années à venir, compte tenu du coût relativement important de ces aménagements.

Séance levée à 21h30.

Prochaine séance du Conseil municipal prévue le 3^{ème} lundi de septembre à 20h00.